



Circulaires Ndiaye : naphthaline, blouses grises et doigt sur la couture.

COMMUNIQUÉ

En publiant ce jeudi 12 janvier un certain nombre de circulaires, le ministre Ndiaye indique la direction pédagogique dans laquelle il souhaite que les enseignant-es s'inscrivent... Et on ne peut pas dire que ce soit très progressiste, au contraire.

Pour la CGT Éduc'action, **ces circulaires visent à masquer la politique d'austérité menée depuis des années par les gouvernements successifs et qui est responsable des dégradations des conditions d'apprentissage des élèves** (classes surchargées ou enseignant-es non remplacé-es faute de personnels suffisants). Le ministre poursuit un « grand bricolage » en instaurant des nouveautés financées à budget constant avec inmanquablement des victimes collatérales. **C'est le cas de la technologie en 6^{ème} qui est sacrifiée sur l'autel du « soutien » généralisé aux élèves.** Sur quel bilan s'appuie le ministère pour un tel sacrifice et quelles seront les conséquences pour les élèves et les enseignant-es ? Décision unilatérale prise sans être discutée avec les organisations syndicales...

Au-delà de cet aspect, **c'est l'attaque idéologique qui nous inquiète de nouveau.** Sans entrer dans le descriptif détaillé des 5 circulaires, la CGT Éduc'action dénonce des prescriptions qui ressemblent étrangement, et malheureusement, à celles de beaucoup d'anciens ministres, peu connus pour leur progressisme. **En effet, ils sont tous obnubilés par les seuls savoirs fondamentaux, les exercices répétitifs, les prescriptions pédagogiques descendantes et s'entêtent à dire aux personnels comment ils doivent travailler.** Dans ce paysage, aucune place n'est laissée au professionnalisme des personnels ni aux recherches pédagogiques qui contrediraient celles de Conseil scientifique. Cette façon de faire et ces prescriptions « pédagogiques » ont montré leurs limites et leur inefficacité à chaque fois qu'elles ont été imposées. C'est encore le cas aujourd'hui avec la fluence (lecture de mots dans un temps imparti), imposée par JM Blanquer et les « neuroscientistes » et qui n'améliore pas la lecture des élèves (derniers résultats des évaluations nationales et PISA).

D'autre part, alors que nous venons avec d'autres partenaires de réaffirmer les lignes de l'École maternelle que nous voulons, nous en dénonçons la nouvelle attaque par des directives visant à la renfermer sur les enseignements fondamentaux alors que les élèves ont tant à découvrir à cet âge.

La CGT Éduc'action dénonce enfin, et une nouvelle fois malheureusement, la volonté du ministre de cadenasser notre institution et le travail des personnels. Cela passe à nouveau par la généralisation de la politique du « tout-évaluation » avec des évaluations nationales étendues au CM1 et des élèves de maternelle évalué-es quasi quotidiennement. Le renforcement des liens hiérarchiques, du sommet vers les salles de classe, va passer par de nouvelles formations-formatage dispensées par le corps d'inspection et les directeur-trices d'école. Quand la CGT Éduc'action dénonçait l'instauration d'une autorité hiérarchique par la loi Rilhac, elle ne mentait pas...

Pour notre organisation syndicale, après des mois de tâtonnement, il est clair que **les mesures Ndiaye n'ont rien de progressistes et ne rompent en rien avec la politique réactionnaire Blanquer.** Tout nous pousse, plus que jamais, à nous y opposer pour construire un projet d'École émancipateur.

Montreuil, le 12 janvier 20223